



**Pouvoir adjudicateur**  
**CENTRE HOSPITALIER**  
**UNIVERSITAIRE DE LIMOGES**  
**Etablissement support du GHT du**  
**Limousin**  
2, avenue Martin Luther King  
87042 LIMOGES CEDEX  
Cellule de la Commande Publique  
Adresse électronique :  
[celluledesmarches@chu-limoges.fr](mailto:celluledesmarches@chu-limoges.fr)



## **Marchés Publics[de travaux]**

**Procédure n° AOO\_01\_2025\_GHT\_Petits\_Travaux**

# **Accord-cadre pour les travaux d'entretien et de réaménagement du patrimoine pour les établissements du GHT du Limousin**

### **Procédure utilisée**

Procédure d'appel d'offres ouvert soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique

## **Règlement de la consultation**



**Date et heure limites de réception des plis :**

**lundi 24 mars 2025 à 12h00,  
Délai de rigueur**

## **REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE**

**IMPORTANT :**

LES OFFRES SERONT DEPOSÉES EXCLUSIVEMENT **PAR VOIE DÉMATERIALISÉE**  
LE CANDIDAT RETENU DEVRA IMPERATIVEMENT ACQUERIR UN CERTIFICAT DE SIGNATURE  
ELECTRONIQUE POUR SIGNER LE MARCHÉ.

**TOUS LES ÉCHANGES AURONT LIEU PAR COURRIELS SECURISÉS VIA LA PLATEFORME :**  
**[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)**

LES CANDIDATS DOIVENT DONC IMPERATIVEMENT RENSEIGNER UNE **ADRESSE COURRIEL**  
**VALIDE** LORS DE LEUR INSCRIPTION SUR LA PLATEFORME AFIN DE  
RECEVOIR LES DIFFERENTS COURRIERS ET NOTIFICATIONS.

**ATTENTION : EN CAS DE DEPOTS MULTIPLES, SEUL LE DERNIER PLI SERA  
OUVERT**

# SOMMAIRE

<b>Préambule</b>	<b>5</b>
<b>Chapitre I. Identification de l'acheteur</b>	<b>6</b>
<b>Chapitre II. Objet de la consultation</b>	<b>7</b>
Article 1. Intitulé de la consultation	7
Article 2. Mode de passation	7
Article 3. Type de marché	8
Article 4. Décomposition de la consultation	8
Article 4.1. Décomposition en lots	8
Article 5. Type de contrat	8
Article 6. Durée du marché et reconductions	9
Article 6.1. Durée du marché	9
Article 6.2. Reconductions	9
Article 7. Délai d'exécution	9
Article 8. Classifications CPV	9
Article 9. Clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi obligatoire	10
Article 10. Délai de validité des offres	11
Article 11. Mode de financement et de règlement du marché public	11
Article 11.1. Modalités de financement	11
Article 11.2. Mode de règlement du marché	11
Article 12. Marchés réservés	11
Article 13. Variantes et prestations supplémentaires	11
Article 13.1. Variantes à l'initiative des soumissionnaires	11
Article 13.2. Prestations supplémentaires éventuelles	11
Article 13.3. Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur	11
Article 14. Prestations similaires	12
Article 15. Modifications au marché public	12
Article 16. Dispositions relatives au groupement	12
Article 17. Sous-traitance	12
Article 18. Visite des sites	13
<b>Chapitre IV. Contenu et conditions d'obtention du dossier de Consultation (DCE)</b>	<b>13</b>
Article 19. Contenu du dossier de consultation	13
Article 20. Obtention du dossier de consultation	13
Article 21. Communications et échanges d'informations par voie électronique	14
Article 22. Modifications de détails du dossier de consultation	15
<b>Chapitre V. Conditions d'envoi ou de remise des plis</b>	<b>15</b>

Article 23.	Conditions de rédaction des candidatures et des offres _____	15
Article 24.	Contenu du dossier _____	15
Article 25.	Contenu de la candidature _____	15
Article 26.	Contenu de l'offre _____	16
Article 27.	Pièces supplémentaires _____	17
Article 28.	Mode de remise des plis _____	17
<b>Chapitre VI.</b>	<b>Examen des candidatures et jugement des offres _____</b>	<b>18</b>
Article 29.	Ouverture des plis et vérification des conditions de participation _____	18
Article 30.	Examen des candidatures _____	19
Article 31.	Examen des offres _____	19
Article 31.1.	Critères de jugement des offres _____	19
Article 31.2.	Traitement des offres anormalement basses _____	20
Article 31.3.	Négociation _____	20
Article 31.4.	Clause de départage des candidats en cas d'égalité de note finale _____	21
Article 31.5.	Auditions – demandes de précisions _____	21
Article 32.	Attribution _____	21
Article 33.	Notification des résultats _____	21
Article 34.	Documents à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché _____	21
Article 35.	Information des candidats et des soumissionnaires non retenus _____	23
Article 36.	Signature du marché et notification _____	23
<b>Chapitre VII.</b>	<b>Renseignements complémentaires _____</b>	<b>23</b>
Article 37.	Obtenir des renseignements complémentaires _____	23
Article 38.	Recours _____	23

*La présente procédure est régie par le code de la commande publique*

## Préambule

Les groupements hospitaliers de territoire (GHT) consistent en un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire. L'objectif étant de garantir à tous les patients une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité en renforçant la coopération entre hôpitaux publics autour d'un projet médical.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), **une convention constitutive** a été signée le 30 juin 2016. Celle-ci **a désigné le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Limoges comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin.**

**Le GHT du Limousin est composé des 18 établissements suivants :**

- *CHU Limoges en qualité d'établissement support*
- *CH Esquirol*
- *CH Guéret*
- *CH Brive*
- *CH St Junien*
- *CH Tulle*
- *CH Cornil*
- *CH Evaux-les-bains*
- *CH La Souterraine*
- *CH Uzerche*
- *CH Bort les orgues*
- *Hôpital Intercommunal du Haut Limousin (HIHL)*
- *Centre Hospitalier Intercommunal Monts et Barrages (CHIMB)*
- *CH Aubusson*
- *CH St Vaury*
- *CH Bourgageuf*
- *CH Ussel*
- *CH St Yrieix*

Ainsi, cette convention confie au **CHU de Limoges la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché** ainsi que certaines missions liées à l'exécution (conclusion de modifications de marché public, etc...).

Les spécificités de chaque établissement membre sont précisées dans les pièces de marché. Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement parti au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Limoges » désigne l'établissement support du « Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Limousin ».

A ce titre, la Directrice Générale ou son représentant sera le signataire des marchés.

## Chapitre I. Identification de l'acheteur

<b>Pouvoir adjudicateur :</b>	<b>CHU de Limoges - Etablissement support du GHT du Limousin - Représenté par sa Directrice Générale</b>
<b>Type de pouvoir adjudicateur :</b>	Etablissement public de santé.
<b>SIRET :</b>	26870851800017
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX
<b>Adresse du profil acheteur</b>	<u><a href="http://www.marches-publics.gouv.fr">www.marches-publics.gouv.fr</a></u>

<b>Gestionnaire de marché (Référént administratif)</b>	<b>Nathalie DUBOIS</b>
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

<b>Acheteur (Référént Technique)</b>	<b>Eric GOUCHET</b>
<b>Adresse :</b>	2, avenue Martin Luther King - 87042 LIMOGES CEDEX

## Chapitre II. Objet de la consultation

### Article 1. Intitulé de la consultation

La présente consultation a pour objet les **travaux courants à réaliser dans les bâtiments et structures, Intra et Extra Muros pour certains établissements du GHT du Limousin.**

Les prestations concernent la réalisation de travaux d'entretien, de réaménagement ou de modernisation du patrimoine des établissements du GHT du Limousin, de mise en sécurité, de réparation, de dépannage pouvant résulter en plus de la programmation de travaux, de sinistre, de vandalisme, d'observations de commissions de sécurité et d'accessibilité handicapés, de bureaux de contrôle, ...

Le présent accord-cadre ne comprend pas les travaux pour lesquels un maître d'œuvre externe est désigné et les travaux réalisés dans le cadre d'un marché de conception réalisation.

Les lieux d'exécution des prestations concernent les départements de la Haute-Vienne, la Corrèze et la Creuse.

Etablissements du GHT du Limousin concernés par la consultation
CHU LIMOGES
CH BRIVE
CH ESQUIROL
CH TULLE
CH GUÉRET
CH SAINT JUNIEN
HÔPITAL INTERCOMMUNAL DU HAUT LIMOUSIN (HIHL)
CH SAINT YRIEIX
CH LA VALETTE (SAINT VAURY)
CH AUBUSSON
CH BOURGANEUF
CH INTERCOMMUNAL DES MONTS ET BARRAGES (CHIMB)
CH CORNIL
CH BORT LES ORGUES
CH LES GENÊTS D'OR (EVAUX LES BAINS)
CH LA SOUTERRAINE

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

### Article 2. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la procédure. Dans cette hypothèse, la présente consultation sera déclarée « sans suite » et l'ensemble des candidats en sera informé. Aucune indemnité ne sera accordée aux candidats ayant retiré le dossier de consultation ou aux soumissionnaires ayant déposé une offre.

### Article 3. Type de marché

Il s'agit d'un marché public de travaux, au sens de l'article L.1111-2 du Code de la Commande Publique.

### Article 4. Décomposition de la consultation

#### Article 4.1. Décomposition en lots

Le présent marché est alloti en application de l'article R. 2113-1 du Code de la Commande Publique. La présente consultation comprend 222 lots. Le détail des lots et leur périmètre géographique sont fixés en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les soumissionnaires sont autorisés à présenter une offre pour un ou plusieurs lots. L'attribution sera faite lot par lot. Chacun des lots donnera lieu à la passation d'un marché public.

**NB :** *il est rappelé ici qu'au sein d'une procédure allotie, chaque lot constitue un marché à part entière avec son propre titulaire et ses propres modalités d'exécution.*

*Après leur notification, chaque marché correspondant à un lot et s'exécute de manière indépendante. Toutefois, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne signer qu'un seul marché regroupant l'ensemble des lots attribués à un même candidat. L'acte d'engagement fera alors apparaître de manière distincte les lots, ainsi que leurs montants correspondants.*

### Article 5. Type de contrat

La présente procédure donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre traité à **prix unitaires**.

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il s'agit

- d'un **accord-cadre à marchés subséquents** pour les lots définis en annexe 1 de l'acte d'engagement,
- d'un **accord-cadre mixte** pour les lots définis en annexe 1 de l'acte d'engagement, qui porte à la fois sur l'émission de bons de commande et la passation de marchés subséquents, dans les conditions définies ci-après.

L'accord cadre mixte donne lieu à :

- l'émission de bons de commande pour les travaux d'un montant inférieur à 40 000 € HT,
- la passation de marchés subséquents pour les travaux d'un montant égal ou supérieur à 40 000 € HT.

- **d'un accord-cadre à marchés subséquents et mixte pour le lot Fluides médicaux** : s'agissant d'un lot unique, le lot fluides médicaux s'exécutera soit via des marchés subséquents dès le premier euro soit selon les dispositions de l'accord-cadre mixte en fonction des établissements. Les modalités d'exécution propre à chaque établissement partie sont précisées en annexe 1 de l'acte d'engagement.



Le marché sera conclu sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaires conformément aux articles L.2125-1 et R.2162-1 et suivants du Code de la Commande Publique. Le nombre maximum d'attributaire est fixé à 3 (sous réserve d'un nombre suffisant d'offre(s)).

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum. Les montants estimatifs et maximums propres à chaque lot sont fixés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

## **Article 6. Durée du marché et reconductions**

### **Article 6.1. Durée du marché**

Le marché est conclu, en application des articles L. 2112-5 et L. 2125-1 1° du Code de la Commande Publique **pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification.**

### **Article 6.2. Reconductions**

Le présent marché est reconductible.

**Le marché pourra être reconduit de manière TACITE 3 fois par période de 12 mois.**

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur prendra la décision de ne pas reconduire les marchés, il fera part de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

## **Article 7. Délai d'exécution**

Le délai d'exécution des prestations est indiqué au sein des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) établis pour la présente consultation.

## **Article 8. Classifications CPV**

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont les suivantes :

<b>Numéro du lot</b>	<b>Désignation du lot</b>	<b>Code CPV</b>
1 à 9	Désamiantage	45262660
10 à 24	Terrassements- Réseaux- Chaussée	45112500 - 45233223
25 à 36	Maçonnerie – Gros oeuvre	45262522
37 à 51	Couverture - Zinguerie	45261210
52 à 66	Etanchéité	45261420
67 à 82	Menuiseries extérieures- Volets roulants – Occultations	45421000
83 à 96	Menuiserie intérieure - Bois – Agencement	45421000
97 à 110	Serrurerie	45223100 - 44316500
111 à 124	Plâtrerie	45410000
125 à 139	Peinture - revêtements muraux	45442100
140 à 152	Plafonds suspendus - faux plafonds	45421146

153 à 167	Revêtements de sols	45432130
168 à 181	Plomberie sanitaire calorifuge	45330000
182	Fluides médicaux	45215145
183 à 196	Chauffage - Ventilation - Climatisation - Désenfumage - GTC dédiées	45331000
197 à 211	Electricité courants forts - Courants faibles - SSI GTC dédiées	45311200
212 à 222	Câblage des réseaux VDI (Voix, Data et Image)	45311200

## Article 9. Clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi obligatoire

**Le CHU de Limoges, en tant qu'établissement support du Groupement Hospitalier du Territoire du Limousin, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique <sup>①</sup>, en incluant dans le cahier des charges une clause sociale d'insertion obligatoire.**

Pour chaque établissement parties de la consultation, cette clause est applicable aux lots identifiés à l'article 17.1 du CCAP.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un lot, quelle qu'elle soit, devra réaliser pour l'exécution du marché, reconductions comprises, une action d'insertion professionnelle qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les modalités précises de mise en œuvre de la clause sociale d'insertion obligatoire sont détaillées à l'article 17 du C.C.A.P. Elles seront arrêtées de façon définitive avec l'entreprise titulaire lors des réunions préparatoires au démarrage du marché.

Néanmoins, le candidat doit renseigner l'annexe 2 à l'Acte d'Engagement dès la phase de consultation.

**Par la remise de son offre, l'entreprise candidate s'engage impérativement à réserver à minima le volume d'heures destiné à l'insertion professionnelle.**

**Ces heures pourront être réalisées par l'entreprise attributaire et/ou par son (ou ses) sous-traitants ou cotraitant(s).**

Le pouvoir adjudicateur propose les services d'un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion.

Ce dispositif est identifié à l'article 17.4 du CCAP

### Attention

**Les candidats ne sont pas autorisés à formuler dans leur offre des réserves sur la clause sociale d'insertion obligatoire.** Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée non-conforme au motif du non-respect du cahier des charges.

<sup>①</sup> Article L2112-2 du Code de la Commande Publique

« Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations ».

## Chapitre III. Conditions de la consultation

### Article 10. Délai de validité des offres

A compter de la date limite de réception des offres, les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant **6 mois**.

### Article 11. Mode de financement et de règlement du marché public

#### Article 11.1. Modalités de financement

Le financement sera basé sur le budget de chaque établissement membre du GHT Limousin et concerné par cette consultation.

#### Article 11.2. Mode de règlement du marché

L'unité monétaire utilisée pour cette consultation est l'euro.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement par mandat administratif.

**Le comptable assignataire de la dépense figure, pour chacun des établissements, en Annexe 1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement sur le compte bancaire du titulaire du marché.

Les sommes dues au titulaire du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément à l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique.

En cas de non-respect du délai global de paiement, et en application des articles R. 2192-31 et suivants du Code de la commande publique, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoutera au montant des intérêts moratoires.

### Article 12. Marchés réservés

Les prestations ne sont pas réservées au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles R. 2113-7 et R.2113-8 du Code de la commande publique.

### Article 13. Variantes et prestations supplémentaires

#### Article 13.1. Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

#### Article 13.2. Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne prévoit aucune prestation supplémentaire éventuelle.

#### Article 13.3. Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

La présente consultation ne comporte pas de variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 14. Prestations similaires**

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouvel accord-cadre marché pour la réalisation de prestations similaires passé en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique et qui seront exécutées par le titulaire initial du marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

#### **Article 15. Modifications au marché public**

Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public dans les conditions fixées aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

#### **Article 16. Dispositions relatives au groupement**

Les groupements entre plusieurs soumissionnaires sont autorisés.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement de consultation, sous peine d'élimination du groupement.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois :

- ✓ en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- ✓ en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

#### **Le groupement d'opérateur économique, attributaire du marché public devra revêtir la forme juridique suivante :**

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Dès lors que le candidat se présente sous forme d'un groupement conjoint, et afin de s'assurer de la correcte exécution technique du marché public, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

#### **Article 17. Sous-traitance**

Dans le cas d'une sous-traitance, le candidat devra préalablement à tout commencement d'exécution fournir un DC4 (Déclaration de sous-traitance) ou équivalent au Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC selon les modalités détaillées ci-après.

Lorsque le Titulaire souhaite sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, celui-ci doit faire parvenir à l'établissement concerné une déclaration de sous-traitance complétée et signée.

Cette déclaration peut prendre la forme d'un formulaire DC4 ou équivalent, accessible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En cas d'erreur de destinataire ou de dossier incomplet (case non cochée, document non signé, documents relatifs au sous-traitant absents...), seule la date réelle de réception du dossier complet à la cellule des marchés est prise en compte.

Le titulaire doit renseigner au sein du formulaire DC4 la durée de la sous-traitance conformément à l'article L2197-7 du Code de la Commande Publique.

#### Article 18. Visite des sites

Une visite **facultative** des sites est organisée dans le cadre de la présente consultation. Cette visite est conseillée. Les candidats sont invités à se rapprocher des personnes référentes identifiées en annexe 4 du présent règlement de la consultation.

## Chapitre IV. Contenu et conditions d'obtention du dossier de Consultation (DCE)

#### Article 19. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

1	Le formulaire DC1
2	Le formulaire DC2
3	Le formulaire DC4
4	L'acte d'engagement et ses annexes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Annexe N°1</b> : Désignation et périmètre des lots</li><li>- <b>Annexe N° 2</b> : Action insertion professionnelle</li></ul>
5	Les Bordereaux de prix unitaire (BPU) propre à chaque lot
6	Le présent règlement de la consultation et ses annexes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Annexe N°1</b> : La procédure pour les réponses dématérialisées ;</li><li>- <b>Annexe N°2</b> : Le guide relatif à la signature électronique des documents sur la PLACE pour les fournisseurs.</li><li>- <b>Annexe N°3</b> : Désignation des contacts pour la visite des sites</li></ul>
7	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son <b>Annexe N° 1</b> relative à la liste des établissements membres du GHT du Limousin et informations relatives au paiement
8	Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes techniques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- <b>Annexe 1</b> : Sortie du chantier</li><li>- <b>Annexe 2</b> : Circuit d'accès aux chantiers</li><li>- <b>Annexe 3</b> : La poussière</li></ul>

#### Article 20. Obtention du dossier de consultation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur met gratuitement les documents de la consultation à disposition des opérateurs économiques sur son profil acheteur à l'adresse suivante:

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les opérateurs économiques n'ont pas l'obligation de s'identifier pour accéder aux documents de la consultation.

**Toutefois, il est recommandé aux candidats de s'identifier en indiquant leur raison sociale, le nom d'un correspondant, un numéro de téléphone ainsi qu'une adresse postale et électronique, afin d'être tenus informés des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.**

A défaut d'identification, il appartiendra aux opérateurs économiques de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications ou précisions complémentaires éventuellement apportées aux documents de la consultation. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être engagée en l'absence de prise de connaissance de ces informations complémentaires par les opérateurs économiques (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature ou d'offre).

**Avertissement : L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.**

## **Article 21. Communications et échanges d'informations par voie électronique**

Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par voie électronique. A cette fin, l'opérateur économique mentionnera de manière précise une adresse mail de référence. Les communications et les échanges d'informations avec les opérateurs économiques seront effectués par l'intermédiaire du profil acheteur mentionné à l'article précédent.

**Ce mode de transmission est obligatoire pour l'ensemble des échanges (présentation des candidatures et des offres, demandes de régularisation ou de précision éventuelle et réponse à ces demandes).**

**Le candidat doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée de la procédure et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.**

**Celle-ci permettra la notification de documents et ou la transmission d'informations**

Les candidats souhaitant s'identifier sur le portail devront créer un compte via le menu « Votre espace » pour obtenir un identifiant et un mot de passe.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents de la consultation, les candidats devront disposer des logiciels leur permettant de lire les formats suivants :

- .zip, .rar ;
- Excel, Word, PowerPoint, Access (Pack Microsoft Office 2003 ou supérieur) ;
- PDF.

La liste des formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf)
- Rich Text Format (.rtf)
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar)
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb)
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png)
- Internet (exemple d'extensions : .htm)

## Article 22. Modifications de détails du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 10 jours** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

**Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.**

## Chapitre V. Conditions d'envoi ou de remise des plis

### Article 23. Conditions de rédaction des candidatures et des offres

**Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.**

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les offres chiffrées des candidats doivent nécessairement être exprimées en EURO.

### Article 24. Contenu du dossier

Chaque soumissionnaire se doit de produire un dossier de candidature et une offre complète comprenant l'ensemble des pièces visées au présent Règlement de Consultation.

*Ces documents n'ont pas à être obligatoirement signés, seul le contrat lui-même devra être signé à l'issue de la procédure d'attribution.*

### Article 25. Contenu de la candidature

**En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.**

- ⚠ L'attributaire devra tout de même fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

- ✓ Pour l'appréciation des capacités juridiques, l'opérateur économique remet à l'appui de sa candidature, les documents suivants :

- La lettre de candidature et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants, uniquement pour les groupements (modèle de lettre de candidature ou forme libre), dûment complétée par chacun des cotraitants en cas de groupement (**formulaire DC1** ou forme libre) précisant :
  - La dénomination sociale du candidat, son adresse et ses coordonnées (téléphone, courriel) ;
  - L'objet de la candidature et des lots concernés ;

- La forme du groupement, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
- Une déclaration sur l'honneur indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

✓ Pour l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; (**formulaire DC2** ou format libre) ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat ;
- Présentation de la liste des principaux travaux des 5 dernières années en rapport avec l'objet du marché (montant, époque, lieu d'exécution) ;
- **Pour les lots 1 à 9 désamiantage**, certificat de qualification professionnelle Qualibat 1552. L'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent, ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres états membres.

Afin de faciliter la rédaction de sa candidature, le soumissionnaire peut recourir aux formulaires types du Ministère de l'Économie et des Finances (DC1, DC2...) disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>.

## Article 26. Contenu de l'offre

Le candidat remet à l'appui de son offre :

- ✓ **Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**, dûment complété selon les indications portées au BPU ; Le BPU devra être complété en intégralité sans modification ni omission. Les candidats devront obligatoirement transmettre le BPU complété au format EXCEL.
- ✓ **Un Mémoire technique détaillé permettant d'apprécier le critère de la valeur technique. Il devra préciser les éléments suivants :**
  - Dispositions envisagées pour la réalisation d'un chantier dédié à une intervention dans un établissement du GHT portant sur une surface de 100m<sup>2</sup> : les candidats présenteront leur mode opératoire dans le respect des règles d'hygiène en milieu hospitalier. Les candidats présenteront leur méthodologie d'intervention :
    - Organisation mise en œuvre pour assurer le suivi d'exécution des bons de commandes et des marchés subséquents
    - Un modèle de fiche de compte-rendu d'intervention
  - Moyens humains affectés à la réalisation de l'accord-cadre (interlocuteur dédié, effectif affecté à l'accord-cadre, encadrement, qualifications des intervenants) et les moyens matériels affectés à la réalisation de l'accord-cadre
  - Mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations : les candidats préciseront les modalités de gestion des déchets dans le cadre du présent accord-cadre.

**Le mémoire technique a pour objet de juger la valeur technique de l'offre du soumissionnaire.**



**Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique doivent être seulement et strictement liés aux prestations, objet de la présente consultation et ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux du soumissionnaire.**

#### **Article 27. Pièces supplémentaires**

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les soumissionnaires sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les documents suivants dans la candidature :

- La délégation de pouvoir de la personne habilitée à engager la société.
- En cas de groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation par les autres membres en précisant les conditions de cette habilitation.
- Les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L 241- 1 du code des assurances, l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article L.243-2 du code des assurances.

- Si le candidat emploie des salariés, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail.

- Les attestations fiscales et sociales :

- Pour le candidat établi en France : l'attestation URSSAF et des liasses fiscales n°3666,
- Pour le candidat établi dans un État autre que la France : un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

#### **Article 28. Mode de remise des plis**

**Les candidats doivent impérativement, pour leur réponse, utiliser la voie dématérialisée conformément à l'article 17 du présent règlement de la consultation.**

La candidature et l'offre devront respecter les formats autorisés à l'article 18 du règlement de la consultation.

**Pour les modalités pratiques de constitution et de transmission des plis par voie électronique, le candidat devra se conformer aux dispositions indiquées dans l'annexe au règlement de la consultation « PROCEDURE POUR LES REPONSES DEMATERIALISEES »**

**Considérant le volume du marché, il est fortement recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute ».**

**Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

Adresse d'envoi de la copie de sauvegarde :

**CHU de Limoges**

Bâtiment Médico Administratif

**Cellule de la Commande Publique, bureau 1-31**

Avenue Martin Luther King

87042 LIMOGES CEDEX

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite de réception des offres seront effacés sans avoir été lus. Le candidat en est informé. Si la transmission électronique était accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte. Le dossier doit avoir été transmis de manière complète en une seule fois.

**Signature électronique de l'acte d'engagement par l'attributaire :**

L'attributaire, lors de l'attribution du marché devra signer électroniquement l'acte d'engagement et son annexe 2 en présentant un certificat de signature électronique. Pour ce faire, l'attributaire recevra une notification électronique du profil acheteur, l'invitant à transmettre l'acte d'engagement et son annexe 2 signé électroniquement. **Les modalités pratiques de signature électronique des documents sur la plateforme PLACE sont indiquées en annexe 2 du présent document.**

Le certificat de signature électronique doit être délivré par une autorité de certification accréditée et permettre de faire le lien entre une personne physique et le document signé électroniquement.

Les formats de signature acceptés à partir du 01/10/2012 sont XADES, CADES, PADES, PKCSDES, PKCS#7 (.p7s).

Attention, il est précisé qu'un zip signé ne vaut pas signature de chaque document du zip, et une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut remplacer la signature électronique.

La signature devra émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est soit le représentant légal du candidat, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature (à fournir impérativement en annexe de l'acte d'engagement) établie par le représentant légal du candidat.

## **Chapitre VI. Examen des candidatures et jugement des offres**

### **Article 29. Ouverture des plis et vérification des conditions de participation**

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées en application des articles R.2143-2 et R. 2151-5 du Code de la commande publique.

En cas de virus, ou lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue ou n'a pas pu être ouverte, le pouvoir adjudicateur ouvrira la copie de sauvegarde conformément à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

## Article 30. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous conformément à l'article R. 2144-2 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant élimine les candidatures qui, en application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, ne peuvent être admises. Les candidatures sont examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidats non retenus en sont informés.

Le Pouvoir adjudicateur peut également demander aux candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Le Pouvoir adjudicateur vérifie que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaire à l'exécution du marché. Cette vérification peut être effectuée au plus tard avant l'attribution du marché.

## Article 31. Examen des offres

Chaque lot est attribué séparément. Un soumissionnaire peut se voir attribuer un ou plusieurs lots.

### Article 31.1. Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152- 1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les offres seront jugées et notées sur un **total de 100 points à partir des critères** définis ci-après, chaque critère étant noté selon son importance dans une logique de pondération, dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 à R. 2152-12 du Code de la commande publique.

Critères de jugement des offres	Note sur 100
<b>1 - Prix des prestations</b> jugé au regard de la somme des chantiers-types établis préalablement à l'ouverture des plis (il s'agit de chantiers-types dit masqués non transmis aux candidats à l'appui du dossier de consultation).	<b>60 points</b>
<b>2 – Valeur technique</b> , appréciée en fonction des informations communiquées par le candidat au travers de son mémoire technique et en application des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Moyens humains et matériels affectés à la réalisation de l'accord-cadre : 20 points</li><li>• Dispositions envisagées pour la réalisation d'un chantier dédié à une intervention dans le respect des règles d'hygiène en milieu hospitalier et méthodologie d'intervention : 15 points</li><li>• Mesures environnementales mises en œuvre dans le cadre de l'exécution des prestations : 5 points</li></ul>	<b>40 points</b>

**Le critère prix des prestations (coefficient 60/100) sera analysé par application de la formule suivante :**

**Note de l'offre = Pondération du critère prix 60 \* (valeur de l'offre la moins disante / valeur de l'offre analysée).**

**Le critère valeur technique (coefficient 40/100) sera analysé selon les modalités suivantes :**

Le critère valeur technique fera l'objet de sous critères chacun noté sur 5 selon la méthode suivante :

Grille d'évaluation	Note / 5
Très satisfaisant	5
Satisfaisant	4
Moyennement satisfaisant	3
Peu satisfaisant	2
Insatisfaisant	1
Absence des informations	0

La note au ½ point est possible.

- ⇒ La note pondérée de chaque sous critère correspond à la note obtenue sur 5 points multiplié par son coefficient de pondération.
- ⇒ La note du critère sera égale à la somme des notes pondérées des sous critères.

#### **Note finale**

Les offres sont notées sur 100 points, par addition des notes obtenues pour chacun des critères.

La notation sera arrondie à la décimale supérieure.

Les offres régulières, acceptables et appropriées et qui n'ont pas été rejetées en application de l'article R. 2152-6 du code de la commande publique sont notées et classées par ordre décroissant en appliquant les critères de jugement des offres précités. Le classement des offres sera réalisé au plus fort point constitué de la somme des notes des critères.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre.

Les 3 candidats (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats) classés aux 3 premières places à l'issue de l'analyse des offres seront désignés attributaires de l'accord-cadre.

#### **Article 31.2. Traitement des offres anormalement basses**

En cas de détection d'une offre anormalement basse, conformément aux dispositions des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique, une demande de justification est envoyée à l'entreprise concernée.

En fonction des réponses, l'acheteur choisit ou non de déclarer l'offre comme compétitive ou anormalement basse. Dans le dernier cas, l'offre est éliminée et n'est pas notée.

#### **Article 31.3. Négociation**

La présente procédure ne fera l'objet d'aucune négociation conformément à l'article L2124-2 du Code de la Commande Publique.

#### **Article 31.4. Clause de départage des candidats en cas d'égalité de note finale**

Dans le cas où des candidats seraient classés ex aequo dans le cadre de l'analyse des offres du présent marché, les candidats obtenant la meilleure note au critère n°1 seront désignés comme attributaire du marché. Les prestataires non retenus seront alors informés des modalités d'attribution mises en œuvre dans le strict respect de l'égalité de traitement des candidats.

#### **Article 31.5. Auditions – demandes de précisions**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de solliciter des soumissionnaires des précisions ou clarifications sur la teneur de leur offre, par l'organisation d'une ou plusieurs auditions portant sur les aspects techniques de l'offre.

En tous les cas, le pouvoir adjudicateur assurera une stricte égalité entre les candidats. L'audition ne pourra en aucun cas prendre la forme d'une négociation ou d'un complément de l'offre. Les modalités de déroulement de ces éventuelles auditions seront précisées dans les convocations adressées aux candidats.

Par ailleurs, des demandes de précisions peuvent être demandées aux soumissionnaires conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

#### **Article 32. Attribution**

Le pouvoir adjudicateur choisit les offres qu'il juge économiquement les plus avantageuses en application des critères de jugement des offres.

#### **Article 33. Notification des résultats**

Il est précisé que les délais d'analyse des offres et d'instruction des dossiers peuvent être longs tout en respectant le délai de validité des offres.

**Aucune réponse orale ne sera apportée quant à la décision d'attribution du marché issu de cette consultation.** Il est donc inutile de contacter par téléphone le service en charge de la passation de la procédure ou les services prescripteurs pour connaître la décision prise par le pouvoir adjudicateur. Les candidats recevront uniquement par écrit les informations relatives au choix du pouvoir adjudicateur dès que ce dernier aura statué.

#### **Article 34. Documents à fournir par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché**

Le marché ne pourra être définitivement attribué au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public que sous réserve que celui-ci produise (dans le cas où il ne l'aurait pas déjà fait au moment du dépôt de son pli et sous réserve des dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique) dans le délai indiqué dans le courrier/courriel qui lui est adressé, les documents prévus aux articles R. 2143-6 à R.2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique

**Dans tous les cas :**

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).  
Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus.

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### **Ces pièces doivent être fournies à l'acheteur tous les six mois durant l'exécution du contrat.**

L'attributaire provisoire doit également remettre à l'acheteur, avant la notification du marché et tous les six mois durant l'exécution de ce marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Ces pièces seront exigées pour tout marché d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le pouvoir adjudicateur.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142-3 à R. 2142-14 et R. 2143-3 à R. 2143-4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, il fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues par le marché.

En application de l'article R.2144-7 du code de la commande publique, quand le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché ne peut produire les attestations et certificats précités dans le délai fixé ci-dessus, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué. Si nécessaire, cette procédure pourra être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

**En outre, s'il ne l'a pas déjà remis dans son offre, le candidat sollicité devra compléter, signer et transmettre au pouvoir adjudicateur son acte d'engagement (ou formulaire ATTR11), dans le délai indiqué dans le courrier ou le courriel qui lui est adressé**

Une mise au point du marché avec le soumissionnaire retenu pourra également être effectuée dans le respect des conditions de l'article R. 2152-13 du code de la commande publique.

#### **Article 35. Information des candidats et des soumissionnaires non retenus**

Lorsque le pouvoir adjudicateur décide de rejeter une candidature ou une offre, il notifie par écrit à chaque candidat ou soumissionnaire concerné le rejet de sa candidature ou de son offre en lui indiquant les motifs de ce rejet conformément aux articles R. 2181-1 et R. 2181-3 du code de la commande publique.

Ces notifications se font via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Lorsque cette notification intervient après l'attribution du marché public, elle précise, en outre, le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Elle mentionne également la date à compter de laquelle l'acheteur est susceptible de signer le marché public dans le respect des dispositions de l'article R. 2182-1 du code de la commande publique.

#### **Article 36. Signature du marché et notification**

Le marché est signé et notifié au soumissionnaire retenu après l'expiration du délai de recours laissé aux candidats non retenus.

Le soumissionnaire retenu ne bénéficiera de la qualité de titulaire qu'à compter de la réception de la notification du marché via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>. (Laquelle consiste en l'envoi d'une copie du marché signé).

## **Chapitre VII. Renseignements complémentaires**

#### **Article 37. Obtenir des renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de l'étude du dossier de consultation des entreprises et de l'élaboration de leurs offres, les candidats devront faire parvenir une demande écrite au CHU de Limoges **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.**

Cette demande devra être adressée **par voie électronique uniquement** via la plateforme : [www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr)

Une réponse sera alors adressée, via la même plateforme, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.**

Il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour pouvoir bénéficier de la réponse apportée à leur question.

**Dans la mesure du possible, les candidats sont invités à poser toutes leurs questions en même temps et à regrouper l'ensemble de leurs interrogations sur un même document dès lors qu'un candidat à plusieurs questions.**

#### **Article 38. Recours**

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

## Tribunal Administratif de Limoges

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public.
- **Référé contractuel** prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois.
- **Référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Sont concernées les décisions de déclaration d'infructuosité ou de déclaration sans suite en cas d'abandon de la procédure.
- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.